

RAPPORT DE MISSION DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES AUX REUNIONS ANNUELLES DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT A DAKAR, 29-30 MAI 2007

Une délégation Djiboutienne présidée par **S. E. Monsieur ALI FARAH ASSOWEH**, Ministre de l'Economie, des Finances et de la Planification Chargé de la Privatisation et Gouverneur de la Banque Islamique de Développement (BID), s'est rendue à DAKAR (Sénégal) afin de participer, les 29 et 30 mai 2007, aux 32^{ème} Réunions Annuelles de la BID.

La délégation était composée de Messieurs :

- **DJAMA MAHAMOUD HAID**, Gouverneur de la Banque Centrale et Gouverneur suppléant de la BAD ;
- **SIMON MIBRATHU**, Secrétaire Général du Ministère des Finances et Administrateur de la BID ;
- **AHMED OSMAN**, Directeur de la Banque Centrale de Djibouti ;
- **ALMIS MOHAMED ABDILLAHI**, Directeur du Financement extérieur ;
- **ALI HASSAN BAHDON**, Directeur de l'ANPI, a rejoint la délégation.

Le 28 mai 2007, la délégation a participé à la réunion du Conseil des Gouverneurs. Pour des raisons de calendrier, la cérémonie d'ouverture des Réunions Annuelles de la BID, présidée par **S.E. Monsieur ABDOULAYE WADE**, Président du Sénégal, a été organisée en fin d'après midi.

I. LES PRINCIPALES INTERVENTIONS

La délégation a pris part à un séminaire sur l'Investissement privé en Afrique et sur l'impact des IDE.

Lors de la réunion du Conseil des Gouverneurs, les interventions étaient centrées sur la problématique de développement pour les pays musulmans et sur l'impératif de solidarité entre les pays. A ce titre, a été évoqué par les participants le principe de la UMMAH ou de solidarité islamique et les effets pervers sur la solidarité islamique d'un développement à deux vitesses.

II. LES RESOLUTIONS ADOPTEES

- **La création du Fonds de Solidarité islamique pour le Développement**

La 32^{ème} Réunion Annuelle de la BID a permis la création d'un Fonds au sein de la Banque Islamique de développement pour la réduction de la pauvreté, dénommé **Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement**.

Le capital prévu dudit Fonds est fixé à 10.000.000.000 (Dix milliards) de dollars des Etats-Unis. Le capital initial sera bloqué sous forme de Waqf conditionné, conformément aux dispositions du Règlement du Fonds et le rendement provenant du Waqf, affecté à l'octroi d'assistance et de concours financiers pour la réalisation des objectifs du Fonds.

Afin de doter ce Fonds, la Banque Islamique a demandé une souscription volontaire des états membres et précise qu'elle continuera à allouer une dotation annuelle prélevée sur son propre budget de l'exercice courant et dans les limites actuellement applicables, pour accorder des financements concessionnels par le biais du Fonds.

Les souscriptions au **Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement** s'élèvent à la clôture des 32^{ème} Réunions Annuelles, à 2.6 milliards dollars (cf. liste ci-jointe).

- **Adhésion du Nigéria à la SID**

Lors de la 7^{ème} réunion de l'Assemblée générale de la Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé, le conseil des gouverneurs a avalisé la demande d'adhésion de la République du Nigeria à la SID. La souscription initiale de la République du Nigeria étant à la hauteur de 250 actions du capital disponible pour une valeur de 10 000 USD chacune.

- **Adhésion de la République Islamique d'Afghanistan à la SID**

Lors de la 7^{ème} réunion de l'Assemblée générale, le Conseil des Gouverneurs a avalisé la demande d'adhésion de la République Islamique d'Afghanistan à la SID.

III. LES DISCUSSIONS EN MARGE DES ASSEMBLEES

Le Fonds Koweïtien de Développement (KFAED)

Les discussions avec le Directeur des Opérations du Fonds Koweïtien (KFAED), **Monsieur FAWZI**, ont essentiellement porté sur les projets de développement en cours et plus particulièrement sur la route Tadjourah-Obock, ainsi que sur le Fonds de Développement (FDED).

Pour le projet de la Route, un complément de financement avait été sollicité mais le représentant du Fonds Koweïtien a déclaré que, pour soumettre la requête à leur conseil d'administration, les arriérés de l'Aéroport devront être réglés au préalable.

Quant à la ligne de crédit du Fonds de Développement (FDED), le Ministre a informé que les conditions relevant du gouvernement djiboutien (versement de la contrepartie

de 100 MFD) sont remplies mais a demandé un assouplissement des procédures afin que les demandes de financement des projets soient mises à exécution rapidement car la date limite du 30 juin 2007 est proche.

Le Directeur des Opérations a avoué ne pas comprendre pourquoi il y a lenteur si toutes les conditions sont remplies et que le pays n'est pas sous arriérés. Néanmoins, il s'est engagé à faire le nécessaire pour accélérer les procédures et la prorogation de la date limite de décaissement ne posera pas de problèmes. Pour cela, une requête du Ministre est nécessaire.

La SID

Le Ministre et sa délégation ont eu une réunion de travail avec **Dr. ALI SOLIMAN**, Directeur de la Société Islamique de Développement du Secteur Privé.

En lui remerciant pour l'intérêt accordé à notre pays, notamment pour la mise en place d'une ligne de crédit de 1 Million \$ auprès de Saba Bank, le Ministre a fait part de l'insatisfaction du Président de la République sur le faible montant alloué. En raison du nombre important des promoteurs en quête de crédit, cette ligne de crédit générera plus de problèmes et il vaut mieux ne pas en informer. Il a donc demandé que la Société revoie à la hausse le montant de la ligne de crédit.

Le Directeur a salué la franchise du Président de la République et reconnu que le montant de départ est faible. Mais il a suggéré de démarrer avec ce montant et d'engager parallèlement des démarches avec d'autres banques de la place familières avec le système financier islamique pour mettre à leur disposition une ligne de crédit supplémentaire. Il a toutefois précisé que pour les gros promoteurs ils peuvent s'adresser directement à la Société pour bénéficier de financement et la ligne de crédit n'est prévue que pour les petits promoteurs et une partie pour la microfinance.

Le Ministre a indiqué qu'il allait solliciter à nouveau la Société dans ce sens pour accroître les possibilités de financement de la Société islamique.